

L'Affaire Milton-Parc

PAR CLAIRE HELMAN TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR NORMAND LEBEAU

Place publique Milton-Parc vous présente un neuvième extrait du livre de Claire Helman: *The Milton-Park Affair: Canada's largest citizen-developer confrontation*. Le livre a été publié en 1987 chez Véhicule Press à Montréal. La traduction a été effectuée généreusement pour le compte du journal par Normand Lebeau, citoyen de Milton-Parc. Si vous n'avez pas lu les huit premiers épisodes, vous pouvez vous les procurer en communiquant avec le journal.

Vous prendrez connaissance au fil de la présentation de ce livre de la détermination avec laquelle un groupe de citoyens a défendu son quartier. Les intrigues, les tractations et les pressions reliées à l'évolution de leur lutte contiennent des éléments dignes d'un récit d'espionnage.

9. Nouvelle stratégie

Cette période marqua l'arrivée de deux nouveaux militants dans le voisinage qui allaient donner le ton au comité pour la décennie à venir; Lucia Kowaluk qui avait travaillé comme organisatrice communautaire au campus universitaire et son époux, Dimitri Roussopoulos. Lucia Kowaluk était grande, blonde, calme et entièrement dévouée aux causes qu'elle épousait, convaincante sans pour autant être agressive. Elle parvint, à peu d'exceptions près, à se mériter le respect et l'admiration des gens qu'elle a côtoyés pendant l'affaire Milton-Parc. Dimitri Roussopoulos avait été un pilier du mouvement anti-nucléaire de la fin des années cinquante et l'était encore. Il est mieux connu comme directeur des éditions Black Rose Books et éditeur du journal *Our Generation*, fondé en 1961. Ce journal publiait des articles sur la «théorie et la pratique de toutes les formes de changements».

Des membres comme Marilyn Manzer se retrouvèrent petit à petit ignorés ou mis de côté lorsqu'étaient abordées des questions aussi importantes que celle des coopératives d'habitation. Elle avait abandonné l'idée des coopé-

ratives en 1971 et croyait que le rôle du CCMP dans quelque projet de coopérative que ce soit serait compromis par le taux de roulement élevé au sein du comité et par l'absence de structure du CCMP. La compréhension qu'avait Marilyn Manzer des immeubles locatifs l'empêchait de croire que la communauté pouvait-elle même prendre charge de l'administration de ses habitations. Elle «pensait que la seule façon de fonctionner était de faire confiance aux propriétaires actuels; il en restait encore quelques-uns».

Les autres membres du CCMP pensaient différemment et percevaient les propriétaires comme des exploités. Dimitri Roussopoulos s'impliquait de plus en plus au sein du comité et Manzer crut que les éléments les plus actifs sur le plan politique tentaient de la discréditer, elle et d'autres membres modérés. Roussopoulos avait effectivement «pris les choses en mains» en terme de stratégie et était prêt à affronter Immeubles Concordia. Selon Marilyn Manzer «il n'avait pas fait cela pendant des années comme je l'avais fait. Les membres du comité étaient réellement devenus différents. Je ne pouvais plus m'identifier à leurs actions. Je ne croyais pas qu'ils cherchaient à préserver le quartier».

La situation dans Milton-Parc se définissait donc à cette étape comme une lutte de classes, menée d'une part par Roussopoulos, le militant acharné qui voyait ce quartier comme un terrain idéal pour l'expérimentation de la propriété locale et d'un gouvernement autonome, et d'autre part par des maoïstes qui rêvaient d'une confrontation avec «les capitalistes».

Au début des années 1970, il existait un Comité de Stratégie doté d'un profil politique sophistiqué. Les journaux d'opinions faisaient une mise en garde et proclamaient que «le mode de vie fortement individualiste de la plupart de nos sympathisants est un facteur déterminant dans le retard du développement de la solidarité humaine et sociale et de l'entraide».³

Il n'y avait eu auparavant aucun besoin de débattre de la théorie et des stratégies. Toutefois, après quatre années de luttes infructueuses, il était temps de revoir les stratégies, comme le mentionne Henry Milner dans un article politique rédigé pour le CCMP:

Vers la fin de 1970, maisons et boutiques avaient été abandonnées tout le long de l'avenue du Parc et de la rue Jeanne-Mance, site de la Phase I de La Cité. Quelques rares établissements continuaient leurs opérations sur une base hebdomadaire ou mensuelle, mais dans

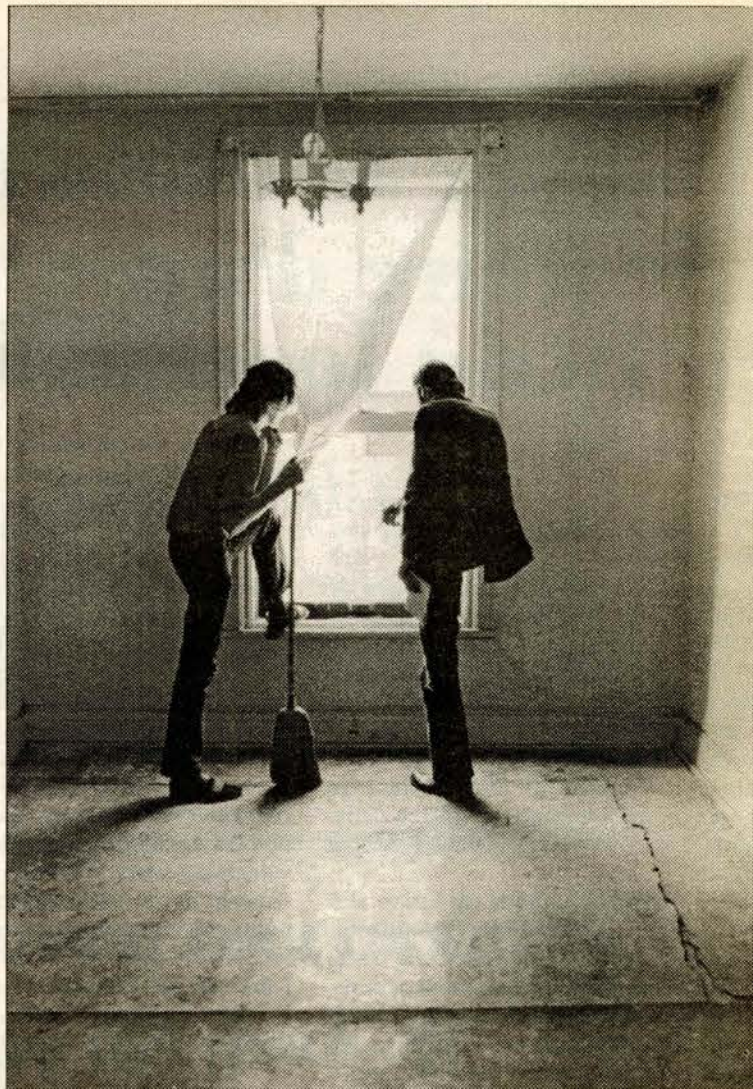


Photo: David Miller

Dans l'escalade des moyens de pression, les citoyens allaient occuper les maisons abandonnées pour freiner le projet d'immeuble Concordia.

As a means of escalating pressure on the city to halt the Immeuble Concordia project, citizens occupied abandoned houses.

l'ensemble, Milton-Parc ressemblait à un village-fantôme. Les maisons qui n'avaient pas encore été abandonnées se détérioraient rapidement, les déchets s'amoncelaient sur les terrains vacants, les graffitis se multipliaient; un ghetto était né.

Toutes ces habitations à loyer modique étaient inoccupées alors que Montréal connaissait une importante pénurie de ce type de logements. Des maisons encore habitables s'étaient détériorées au point de n'être presque plus réparables.

L'une des premières et des plus manifestes stratégies se déroula le 26 juin 1971, proclamé «Jour d'Action», alors que le comité

organisa une manifestation afin de protester contre la fermeture de plusieurs des commerces du voisinage. Dans un feuillet annonçant la manifestation, on pouvait lire: «C'est un crime contre la communauté... Immeubles Concordia n'a pas le droit de fermer nos commerces. Nous allons prendre des procédures pour faire cesser ce crime contre la communauté».

Ce n'était là qu'une répétition en vue des protestations et des actions de l'année suivante, qui devait comprendre une grève de la faim, l'occupation de maisons vacantes, ainsi qu'une occupation des bureaux d'Immeubles Concordia, le tout suivi d'un procès.♦

Une annonce classée dans Place Publique c'est...

- 40 000 paires d'yeux qui vous regardent
- une distribution efficace pour aussi peu que 5 \$



Nicole Pageau

Rencontrez
notre
responsable
communication /
marketing

☎ 844•6917
844•0391
Fax 849•3109